

La lettre de **Magellan** C O N S E I L

Avril 2013
n° 216

Également dans
ce numéro :

**ISF 2013 :
L'état des lieux.**

**Panorama des
marchés
financiers et
chiffres clés.**

ALLIER PLAISIR ET DIVERSIFICATION EN INVESTISSANT DANS LE VIN

Investir dans le vin, et plus particulièrement dans des crus de renom, permet d'associer plaisir, rentabilité et diversification. Au même titre que l'investissement dans les métaux précieux, le vin se révèle être un excellent outil de diversification patrimoniale en raison de sa grande résistance aux chocs macro-économiques, de sa faible volatilité et de son absence de corrélation aux marchés boursiers.

Depuis début 2007, **les vertus du vin comme actif refuge ne se sont pas démenties** puisque la performance de son indice de référence, le LIV-EX FINE WINE 100, a enregistré une progression de près de 60 % contre des replis de 5 % pour les marchés boursiers internationaux (indice MSCI WORLD) et 24 % pour les marchés européens (indice MSCI EUROPE). Sur plus longue période, les performances restent toutes aussi convaincantes puisqu'au cours **des douze dernières années, les prix du vin ont été multipliés par 3** alors que les marchés boursiers n'ont pas progressé.

En tant qu'actif tangible, le vin assure une **protection efficace contre l'inflation**. En effet, investir dans les grands vins est un excellent moyen de se prémunir contre la hausse des prix à venir suite aux politiques monétaires expansionnistes menées par les pays développés. Le vin permet également de tirer profit de la croissance des **pays émergents** puisque les Grands Crus du Bordelais ou de Bourgogne sont de plus en plus consommés dans cette zone. Pour mémoire, depuis 2011, la Chine fait partie des cinq premiers pays consommateurs de vin.

L'investissement sur le secteur du vin peut prendre différentes formes telles qu'un groupement foncier viticole (GFV), un fonds d'investissement (SICAV ou FCP) ou une cave.

- **Le GFV** a pour objet l'acquisition d'un domaine viticole, c'est-à-dire les vignes ainsi que les bâtiments liés à l'exploitation. Il s'agit par nature d'un investissement à envisager sur le long terme. La fiscalité applicable est celle des revenus fonciers, autrement dit, elle demeure peu favorable.
- **Le fonds d'investissement** a pour objet l'acquisition de bouteilles. La société de gestion a pour but de faire fructifier ce fonds par un jeu habile d'achat et de revente. La fiscalité est celle des valeurs mobilières. Le principal avantage est la très forte diversification offerte par ce type d'instrument dont l'univers d'investissement est mondial. En revanche, l'investisseur ne peut ni intervenir dans la gestion ni percevoir les bouteilles.
- **L'investissement dans une cave** permet d'acquérir les bouteilles directement tout en conservant la maîtrise des achats et des ventes. L'investisseur peut opter pour différentes formules telles que concevoir sa propre cave, acheter une cave toute faite ou encore se constituer une cave sur mesure avec un expert qui se charge alors de sélectionner les vins dont le potentiel de progression s'avère être le plus élevé.

Parmi ces trois modes de détention, **l'investissement dans une cave semble être le plus pertinent car il permet, tout en conservant la maîtrise, d'allier réel plaisir et rentabilité à la condition de ne sélectionner que des Grands Crus.**

En effet, **les Grands Crus ont cette caractéristique unique d'être produits en quantité limitée et connue à l'avance** de sorte qu'à chaque fois qu'une bouteille est bue ou collectionnée, le stock diminue et la rareté s'installe. A ceci s'ajoute la croissance de la demande due à l'appétence des pays émergents notamment asiatiques. Le vin est également un actif qui se bonifie avec le temps puisque sa qualité s'accroît en vieillissant. Les Grands Crus ont d'ailleurs cette capacité exceptionnelle à bien vieillir. En résumé, **les Grands Crus sont des actifs décorrélés de la conjoncture économique dont la demande excède l'offre, où le temps est un allié et la rareté une garantie de tirer les prix vers le haut !**

S'agissant avant tout d'un investissement, **le stockage et la conservation des bouteilles est un élément déterminant dans la valorisation de la cave.** Afin de garantir des conditions de conservation optimales et d'être assuré contre le vol, la casse et la détérioration, le gérant se charge lui-même du stockage dans des chais professionnels. Bien évidemment, **les Grands Crus contenus dans la cave restent la propriété exclusive de l'investisseur qui peut demander à se les faire livrer notamment dans le but de les consommer.** En règle générale, le gérant de la cave s'occupe entièrement de la gestion, c'est-à-dire qu'il suit les cours et informe le propriétaire lorsqu'il est opportun de mettre en vente les bouteilles. Il peut aussi se charger directement de la revente des bouteilles à la place de l'investisseur. En règle générale, la mise minimum est de l'ordre de 10 000 €. La valorisation s'opère de manière hebdomadaire en fonction des cotations officielles de Bordeaux et de Londres, l'investisseur pouvant ainsi facilement suivre la valeur de son investissement.

La fiscalité est attractive puisque les plus-values réalisées lors des cessions ne sont imposées que si elles dépassent le seuil de 5 000 €. Dans les faits, la cession d'une caisse de 12 bouteilles s'avèrera être inférieure à ce seuil et échappera donc à la taxation des plus-values et des prélèvements sociaux. Bien évidemment, la cession d'une caisse de 12 bouteilles d'un premier Grand Cru va être supérieure à 5 000 € et sera donc soumise au paiement des plus-values. Dans ce cas, l'imposition sera de 34,50 % (taux forfaitaire d'imposition de 19 % + 15,50 % de prélèvements sociaux). Il est à noter que la plus-value taxable qui, pour rappel, est déterminée par la différence entre le prix de cession et le prix d'acquisition, est diminuée d'un abattement de 10 % par année de détention au-delà de la deuxième année. Autrement dit, **après 12 ans de détention, l'exonération des biens de plus de 5 000 € est totale.**

En conclusion, outre l'aspect purement patrimonial et financier, ce type d'investissement donne **accès aux meilleures appellations telles que les Châteaux Mouton Rothschild, Lafite Rothschild, Latour, Pétrus, Cheval Blanc ...** Suite à la récente baisse des cours, le timing pour se positionner sur les Grands Crus semble être particulièrement favorable. Il reste alors à sélectionner les bons intervenants spécialisés dans la conception de caves. N'hésitez pas à nous contacter pour de plus amples renseignements.

ISF 2013 : L'ETAT DES LIEUX

La dernière loi de finances n'a pas provoqué de bouleversements majeurs au niveau de l'ISF. Le crû 2013 sera légèrement moins couteux que celui de 2012 qui avait vu l'instauration d'une contribution exceptionnelle visant à rétablir le barème de 2011.

Dans la pratique, **le seuil d'imposition reste fixé à 1,3 M€.** Autrement dit, les contribuables dont le patrimoine est inférieur à 1,3 M€ demeurent exonérés de cet impôt. **Le barème 2013 est allégé** tant au niveau des taux que du nombre de tranches. Il est fixé comme l'indique le tableau ci-contre.

Afin de limiter les effets de seuil liés à l'application du barème (taxation dès 0,8 M€ pour un seuil d'imposition de 1,3 M€), **les contribuables dont le patrimoine est compris entre 1,3 M€ et 1,4 M€ bénéficient d'une décote.** Celle-ci est calculée comme suit : 17 500 € - 1,25 % de la valeur du patrimoine. Ainsi, un contribuable dont le patrimoine est

Fraction de la valeur du Patrimoine	Taux
De 0 à 0,8 M€	0,00 %
De 0,8 M€ à 1,3 M€	0,50 %
De 1,3 M€ à 2,57 M€	0,70 %
De 2,57 M€ à 5 M€	1,00 %
De 5 M€ à 10 M€	1,25 %
Au-delà de 10 M€	1,50 %

fixé à 1,3 M€ aura un ISF limité à 1 250 €.

La modification du barème engendre une légère diminution de montant de l'ISF 2013 par rapport à celui de 2012. Comme le montre le tableau ci-dessous, le gain reste modeste pour les patrimoines inférieurs à 4 M€ à l'exception des patrimoines compris entre 1,3 M€ à 1,4 M€ qui bénéficient des effets de la décote.

Patrimoine	ISF 2013	ISF 2012	Ecart en €	Ecart en %
1,3 M€	1 250 €	2 750 €	1 500 €	55 %
1,35 M€	2 225 €	3 105 €	880 €	28 %
1,4 M€	3 200 €	3 480 €	280 €	8 %
1,5 M€	3 900 €	4 230 €	330 €	8 %
1,7 M€	5 300 €	5 730 €	430 €	8 %
2 M€	7 400 €	7 980 €	580 €	7 %
2,2 M€	8 800 €	9 480 €	680 €	7 %
2,5 M€	10 900 €	11 730 €	830 €	7 %
2,8 M€	13 690 €	14 555 €	865 €	6 %
3 M€	15 690 €	16 555 €	865 €	5 %
4 M€	25 690 €	26 555 €	865 €	3 %
5 M €	35 690 €	39 435 €	3 745 €	9 %
10 M€	98 190 €	112 450 €	14 260 €	13 %
20 M€	248 190 €	282 265 €	34 075 €	12 %
50 M€	698 190 €	822 265 €	124 075 €	15 %

(4 230 € - 600 €) en 2012.

Un autre point négatif concerne le durcissement de la déduction des dettes. **Seules les dettes qui se rapportent à des biens imposables au niveau de l'ISF demeurent déductibles.** Autrement dit, les dettes contractées pour l'acquisition de biens non pris en compte dans le patrimoine ISF (dettes liées à l'acquisition de la nue-propriété...) ou de biens exonérés (œuvres d'art ou biens professionnels...) ne sont pas déductibles. En cas d'exonération partielle (bois et forêt...) la dette est déductible à concurrence de la fraction taxable du bien. Par exemple, dans le cas d'un financement de parts de groupement forestier, la dette ne pourra être déduite qu'à hauteur de 25 % puisque les parts bénéficient d'une exonération ISF de 75 %.

Sur le plan pratique, les deux modes déclaratifs subsistent, seules les limites évoluent. Ainsi, **les contribuables dont le patrimoine est inférieur à 2,57 M€ devront porter, sur leur déclaration de revenus, les montants de la valeur brute et nette du patrimoine.** Il en résulte donc que la date de dépôt est équivalente à celle de l'impôt sur le revenu. Il est à noter qu'aucun justificatif ne doit être joint. Le paiement de l'ISF s'opèrera comme pour l'impôt sur le revenu après l'émission d'un avis d'imposition qui interviendra vers le 15 septembre.

Les contribuables dont le patrimoine est supérieur à 2,57 M€ (au lieu de 3 M€ l'année dernière) sont tenus de déposer une déclaration d'ISF détaillée pour le 17 juin 2013 au plus tard. Cette déclaration doit comporter les justificatifs des dettes déduites au passif et des éventuelles réductions d'ISF réalisées. Le paiement de l'impôt s'opère de manière spontanée en même temps que le dépôt de la déclaration.

Aucune modification n'est à signaler en matière de réductions d'ISF tant pour les dons que pour l'investissement au capital des PME. Ainsi, le plafond global reste fixé à 45 000 € pour les dons et les investissements en direct dans les PME et 18 000 € pour les souscriptions au titre des FIP et des FCPI. Les taux de réductions d'impôt demeurent inchangés, à savoir 75 % en matière de dons et 50 % pour les investissements dans les PME. Autrement dit, pour bénéficier d'une réduction d'ISF de 15 000 €, le contribuable peut réaliser 20 000 € de dons ou des investissements en titres de PME (en direct ou en FCPI/FIP) à concurrence de 30 000 €.

Dans notre prochaine lettre, nous détaillerons les solutions que nous préconisons en matière d'investissements PME en vue de réduire ou d'annuler l'ISF à payer au titre de cette année.

Une autre modification positive concerne la **réinstauration du mécanisme du plafonnement**. A la différence des années précédentes, **il est fixé à 75 % au lieu de 85 % et il est totalement déplafonné**. Rappelons que ce dispositif a pour but d'éviter que le montant de l'ISF et de l'impôt sur le revenu ne puissent excéder 75 % des revenus du contribuable.

En revanche, la **réduction d'impôt de 300 € pour personne à charge est supprimée**. Les contribuables qui ont des enfants à charge auront de ce fait un ISF supérieur à celui de l'année dernière et ce malgré la baisse du barème. En effet, un couple avec deux enfants à charge avec un patrimoine de 1,5 M€ paiera 3 900 € en 2013 contre 3 630 €

Panorama des marchés financiers

Données arrêtées au 29 mars 2013

<i>Marchés des Actions</i>	Niveau des indices	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
PARIS (CAC 40)	3 731,42	0,23%	2,48%	-6,10%	-20,73%
PARIS (CAC Mid&Small)	7 249,13	-0,80%	6,42%	9,74%	11,83%
PARIS (CAC All-Tradable)	2 820,16	0,16%	3,36%	-1,06%	-15,30%
EUROPE (DJ Euro Stoxx 50)	2 624,02	-0,36%	-0,45%	-10,48%	-27,67%
NEW YORK (Dow Jones)	14 578,54	3,73%	11,25%	34,28%	18,88%
NEW YORK (Nasdaq Composite)	3 267,52	3,40%	8,21%	36,26%	43,37%
FRANCFORT (Dax Xetra)	7 795,31	0,69%	2,40%	26,68%	19,29%
LONDRES (FTSE 100)	6 411,74	0,80%	8,71%	12,89%	12,64%
TOKYO (Nikkei 225)	12 397,31	7,25%	19,26%	11,42%	-1,02%
MONDE (Msci World) en Euros	120,47	3,43%	8,81%	23,42%	22,14%

<i>Taux d'intérêt</i>	jour le jour	3 mois	1 an	10 ans	20 ans
FRANCE	0,11%	0,21%	0,50%	2,03%	2,86%
ETATS-UNIS	0,21%	0,52%	0,90%	1,86%	2,85%
ROYAUME-UNI	0,35%	0,55%	0,90%	1,61%	2,85%
JAPON	0,07%	0,08%	0,35%	0,50%	1,51%

<i>Or et Devises</i>	Cours	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
LINGOT	39 900 €	3,77%	-0,75%	52,29%	110,00%
NAPOLEON	236,50 €	3,73%	-2,23%	52,78%	115,39%
EURO / DOLLAR	\$ 1,2805	-2,17%	-2,96%	-5,00%	-19,02%
EURO / LIVRE STERLING	£ 0,8456	-1,82%	4,01%	-4,97%	6,26%
EURO / 100 YENS	¥ 120,87	0,00%	5,73%	-4,02%	-23,19%
EURO / FRANC SUISSE	CHF 1,2195	-0,16%	1,00%	-14,58%	-22,51%

Chiffres clés de l'économie française

Données arrêtées au 29 mars 2013

BUDGET 2013	370,9 milliards d'euros (dt déficit = 61,2 mds)
PIB 2012	2 028 milliards d'euros
DETTE PUBLIQUE	1 833,8 milliards d'euros soit 90 % du PIB
TAUX DE CROISSANCE TRIMESTRIEL DU PIB	- 0,30 % au 4ème trimestre 2012
PLAFOND DE LA SECURITE SOCIALE	3 086 euros par mois à compter du 01/01/2013
SMIC	9,43 euros à compter du 01/01/2013
INDICE DES PRIX	+ 1,00 % sur un an
INDICE DU COUT DE LA CONSTRUCTION	+ 4,20 % (variation de la moyenne sur un an)
INDICE DE REFERENCE DES LOYERS	+ 1,88 % sur un an
TAUX DE CHOMAGE	10,20 % de la population active

2, Avenue de Flandre 59700 MARCQ-EN-BAROEUL - Tél : 03.20.72.07.71 - Fax : 03.20.65.29.04 - magellanconseil@wanadoo.fr

S.A.R.L. au capital de 40 000 €-R.C.S. Roubaix-Tourcoing B 392 608 311. Société de courtage d'assurance N° ORIAS 07 005 844.

Garantie financière et responsabilité civile professionnelle conformes aux articles L 530.1 et L 530.2 du Code des assurances.

Transactions sur immeubles et fonds de commerce. Carte professionnelle N° 2032 T (préfecture de Lille)

Carte de démarchage financière N° 2050880203VB. Conseiller en Investissement Financier N° E001631-ANACOFI-CIF, association agréée par l'AMF.